

SYNTHÈSE

HISTOIRE DE PARTENARIAT ONG-ENTREPRISE

N°1



COEXIST est un projet soutenu par l'Europe s'engage en Région Auvergne Rhône-Alpes & l'Agence Française de Développement



1. INTRODUCTION

Le webinaire “**histoire de partenariat ONG-Entreprise**” s’intègre dans les activités de RESACOOOP, de la Cité de la solidarité internationale et du pS-Eau en Région Auvergne-Rhône-Alpes.

[Visionner le webinaire](#)

[Recevoir les actus COEXIST](#)

2. LES ORGANISATEURS

Le webinar **“histoire de partenariat ONG-Entreprise”** s’intègre dans les activités de RESACOOOP, de la Cité de la solidarité internationale et du pS-Eau en Région Auvergne-Rhône-Alpes.

LE pS-Eau

Le **pS-Eau** est une association qui fédère les initiatives de solidarité internationale et coopération décentralisée dans les secteurs de l’eau et de l’assainissement. Il est un réseau ouvert qui accompagne plusieurs familles d’acteurs : des ONG et associations, des collectivités et organismes institutionnels, des universités et centres de recherches, des entreprises... Il favorise les échanges d’expériences et la diffusion d’informations. Il est reconnu, au Nord et au Sud, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs et de renforcement des capacités d’acteurs du secteur. Son objectif : accroître le nombre et la qualité des actions en faveur de l’accès à l’eau et à l’assainissement pour tous.

Le pS-Eau accompagne vos initiatives de coopération via trois axes :

- Appui : renforcer les capacités des acteurs de coopération : aide à la conception et au montage de projet, mise en relation avec les partenaires techniques et financières, organisation des rencontres thématiques et géographiques.
- Innovation : produire des études techniques et méthodologiques, animer des groupes de travail et des ateliers de formation
- Mobilisation : diffuser des informations, encourager la solidarité pour l’eau et l’assainissement, porter la voix de ses membres dans les débats internationaux

[Pour aller plus loin consulter le site web du pS-Eau dans ce lien](#)

RESACOOOP

RESACOOOP, Réseau Auvergne-Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale conseille et accompagne les organisations de la région Auvergne-Rhône-Alpes engagées dans des actions de coopération et de solidarité internationale avec les pays d’Afrique, d’Amérique du Sud, d’Asie et d’Europe de l’Est. Tout à la fois centre de ressources et « service public » de la coopération internationale, RESACOOOP offre un espace de rencontres et de dialogue, ouvert à tous les habitants d’Auvergne-Rhône-Alpes.

Créé en 1994 à l’initiative de la Préfecture de région Rhône-Alpes et du Conseil régional Rhône-Alpes, au lendemain de la reconnaissance légale de la coopération internationale des collectivités territoriales par l’État français, RESACOOOP vise deux principaux objectifs :

- Contribuer au développement et à l’amélioration qualitative des actions de coopération internationale, conduites en Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Mobiliser et associer l’ensemble des acteurs régionaux dans le cadre d’actions de sensibilisation et d’ouverture à l’international des habitants d’Auvergne-Rhône-Alpes.

[Pour aller plus loin consulter le site web du RESACOOOP dans ce lien](#)

La Cité de la Solidarité Internationale

La Cité de la Solidarité Internationale appuie le développement des acteurs de la solidarité internationale à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la Suisse Romande.

La Cité de la Solidarité Internationale c'est :

- **Un facilitateur de partenariats innovants** entre ONG et entreprises autour de 3 filières : L'eau, la santé et l'énergie.
- **Un lieu de ressources** pour vous informer et vous aider à construire votre projet de Solidarité Internationale.
- **Un lieu d'accueil au cœur du Grand Genève** pour vos bureaux, réunions, séminaires ou formations.
- **La Cité de la Solidarité Internationale joue le rôle d'accélérateur de projets** fédérant les **ONG**, les **entreprises**, les **fondations**, les **clusters**, les **universités** et les **collectivités** autour de la **Solidarité Internationale**.

LA CSI organise depuis 2008 le Salon des métiers de l'humanitaire sur le grand Genève.

[Pour aller plus loin consulter le site web de la CSI dans ce lien](#)

3. OBJECTIF

Le témoignage par un binôme ONG-Entreprise qui a créé une relation de partenariat permet d'inspirer et d'outiller les ONG et les entreprises qui souhaitent à leur tour développer des partenariats de ce type.

Cette activité s'intègre dans le [projet Coexist](#) qui est un incubateur de partenariat ONG-Entreprise.

Il propose 3 leviers pour accompagner les ONG et les entreprises à développer leurs partenariats :

- Une bourse à projet : le "meetit" des ONG et des entreprises sur des projets concrets,
- Des ateliers, parce que la rencontre physique reste essentielle,
- Un parcours de formation et d'accompagnement pour monter en compétence sur le sujet des partenariats ONG-Entreprise.
-

Coexist propose une approche collaborative, c'est à dire qu'il valorise le contenu existant (outils, formation, accompagnement, étude) des organisations qui travaillent ou ont déjà travaillé sur le sujet des partenariats ONG-Entreprise.

Ce webinaire est la première d'une série de webinaires qui sera proposée dans le cadre de ce projet.

Une quarantaine de participants ont suivi ce webinaire : collectivités entreprises et ONG, dont 71 % situées en Région Auvergne Rhône-Alpes. 40 % des participants avait déjà eu des expériences dans ce type de partenariat.

Les panelistes pour ce webinaire ont été :

- Laurent Masson de la société Grundfos : Directeur du développement industriel appliqué aux services d'eau et en charge des partenariats avec les ONG.
- Lucien Delorme et Bruno Rémond de l'ONG Hydraulique Sans Frontières.

[Cette séance a été enregistré, si vous souhaitez revoir l'enregistrement cliquer sur ce lien](#)

4. SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

1^{ère} partie : présentation des partenaires :

Grundfos : entreprise danoise spécialisée dans la conception d'équipement de pompage d'eau avec 75 ans d'existence. Société familiale au statut de fondation impliquant qu'une part de bénéfices est soit réinvestie dans le R&D et le développement des employés. La société s'est développée dans différents secteurs d'activités en lien avec le pompage de l'eau et produit plus 16 millions de pompes par an (50 % du marché mondial en unités).

[Pour aller plus loin consulter le site web de Grundfos](#)

HSF : ONG française de développement pour le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous avec comme objectifs l'autonomisation des populations au niveau local, le droit à l'eau dans le cadre de l'ODD numéro 6, et la professionnalisation du secteur pour la pérennité de ses ouvrages. HSF travaille en partenariat avec les entreprises, les collectivités territoriales, les écoles supérieures et les centres de formations. HSF donne une importance particulière au respect de la souveraineté des pays dans lesquels ils interviennent.

[Pour aller plus loin consulter le site web de HSF](#)

Question : Pouvez-vous nous dire depuis combien de temps vous travaillez ensemble et comment s'est structuré ce partenariat de longue durée ? Quelle est l'origine de ce partenariat ?

Réponse :

HSF : Lucien, bénévole à HSF, est un ancien employé de Grundfos où il a travaillé plus de 20 ans, il a gardé de bonnes relations avec les personnes au sein de cette entreprise et cela a facilité le lien entre les deux structures. Cela a conduit en 2011 à la signature d'une première convention. Au début il s'agissait d'une aide financière et d'échanges de compétences.

Est-ce que le dialogue entre l'entreprise et l'ONG a été facile ? Ce processus a-t-il pris du temps ? Y a-t-il eu des stéréotypes à dépasser ?

HSF : la connaissance que Lucien avait de l'entreprise et de l'ONG a facilité les choses. Il a en revanche été un peu plus compliqué de dépasser, au sein d'HSF, la représentation de l'entreprise avec un rôle uniquement commercial et pas social/sociétal.

Grundfos : le stéréotype du travail avec des ONG a été également au départ une étape à surmonter. Il n'y avait pas d'expérience de travail avec des ONG et l'idée préconçue d'une collaboration avec une ONG était essentiellement de lui donner de l'argent ou du matériel. Cette idée a bien évolué car l'entreprise a compris le fonctionnement d'un projet de solidarité, actuellement ils sont impliqués dans toutes les étapes d'élaboration du projet y compris la recherche de financement et le dialogue avec les collectivités

De manière générale quelle est la nature des projets sur lesquels vous travaillez ensemble ?

Grundfos : au début nous avons essentiellement travaillé sous la forme de don de matériel et mécénat de compétences via des salariés qui se sont engagés pour animer des formations sur l'utilisation et la maintenance des pompes. Au fil du temps l'apport a changé : l'implication progressive des collaborateurs de Grundfos dans les projets au-delà d'un simple partage de compétences et l'implication de l'entreprise au montage du projet.

Présentation du projet au Tchad : Projet représentatif des premiers échanges entre les partenaires

[Consulter la présentation partagée lors du webinaire dans ce lien](#)

HSF : Il s'agissait d'un projet de formation. Partant du constat que près de 30 % des installations hydrauliques sont défectueuses dans les pays du Sud, HSF a décidé de monter un projet de formation de formateurs en partenariat avec l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Lyon et Grundfos à l'université de Farcha à N'Djamena Tchad. Le principe était de proposer un chantier école qui avait comme objectif de réhabiliter les installations à l'université qui étaient défectueuses. Il s'agissait d'une installation solaire pour irriguer un arboretum pédagogique, et le système de pompage d'eau potable de l'Université avec château d'eau et réseau, ce qui était intéressant du point de vue des objectifs de la formation.

Le rôle de l'INSA était de faciliter le projet, étant déjà en coopération avec l'université au Tchad. Grundfos a opté pour l'envoi d'un formateur sur place pour donner des cours. Cela constituait aussi une bonne vitrine pour l'entreprise ; la présence d'un constructeur dans une formation est une bonne façon de montrer les détails de construction des produits mais aussi la compétence et l'intérêt du constructeur aux yeux des professeurs et futurs cadres du pays. HSF a monté le projet et donc les formations.

Grundfos : à l'origine de ce partenariat les échanges ont été plutôt basés sur le mécénat de compétences techniques, mais pas sur la recherche de financement, que l'entreprise méconnaissait.

Quels apprentissages ont été tirés de ce premier projet ?

HSF : Au niveau montage du projet, nous avons dû trouver une collectivité pour porter le projet (SACO), ceci a été rendu possible grâce à un bénévole de HSF qui connaissait des membres de ce syndicat. La réalisation des formations sur site a rencontré des difficultés d'ordre sécuritaires, pour lesquels nous n'avons aucune solution. Cette expérience nous a permis de réaliser le guide du maintenancier, de mobiliser d'autres entreprises pour financer cet ouvrage et d'être en mesure de proposer à l'institut 2iE au Burkina Faso une formation Bachelor en maintenance des ouvrages hydrauliques. Cette formation est en cours.

Grundfos : Les bénéficiaires de ce premier projet ont été l'ouverture d'esprit des collaborateurs de Grundfos grâce à l'implication et l'expérience du premier formateur de Grundfos mobilisé sur le projet qui a pu par la suite donner envie aux autres de s'impliquer dans ce type de partenariat.

Est-ce que cette relation de partenariat a pu être évaluée suite à ce projet ?

HSF : Il n'y a pas eu une évaluation formelle ni un cadre formalisé pour ce type d'échange. L'ONG ne souhaite pas mettre de pression sur l'entreprise, c'est-à-dire HSF est conscient des priorités de l'entreprise, le partenariat ne doit en aucun cas distraire les salariés des tâches qui leur sont attribuées, mais doit au contraire s'inscrire dans la stratégie de l'entreprise en respectant le rythme souhaité par ses dirigeants.

Grundfos : pas d'intention de formaliser le partenariat par le biais d'un contrat mais plutôt de rester sur une relation de confiance avec HSF.

Présentation du projet au Burkina-Faso Dernier projet en cours de montage.

Projet assez important pour un budget d'environ 500 000 euros. L'objectif de ce projet est de permettre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au sein de 4 villages particulièrement défavorisés, choisis par la population et validés par le conseil communal, la mise en place d'une boutique multiservice ou kiosque (voir plus bas) pour permettre la pérennisation du projet, la formation technique et comptable des maintenanciers et Associations des Usagers de l'Eau, et l'accompagnement institutionnel. Cet accompagnement est demandé par le conseil communal pour mettre en place le suivi financier et technique entre les différents acteurs locaux (maintenanciers, associations) et les services communaux.

Rôle de HSF : participation à l'identification et au montage du projet.

Grundfos : son rôle est d'appuyer, par ses compétences techniques, la mise en place de pompes solaires et de kiosques de vente d'eau qui ont été conçus par Grundfos pour répondre aux problématiques de distribution d'eau potable dans les pays en développement. Les kiosques facilitent le recouvrement des factures. Au-delà du

dimensionnement technique l'entreprise souhaite s'impliquer sur l'accompagnement institutionnel des collectivités locales et des personnes en charge de la maintenance des installations. Cette fois Grundfos participe activement à la recherche de financement pour ce projet, notamment par l'organisation d'une réunion avec la Communauté d'Agglomérations de Portes de l'Isère basée à Saint-Quentin-Fallavier (tout comme le site du siège social de GRUNDFOS France), pour solliciter une implication de la collectivité. Idéalement l'implication de la collectivité permettra des échanges entre les deux collectivités Nord et sud (échanges culturels, scolaires, agents administratifs etc.) en plus de l'implication financière, donc la mise en place d'un projet de coopération décentralisée.

Quel est le principe des kiosques à eau ? Quel en est le modèle économique ?

Le principe de ces kiosques à eau AQtap est basé sur l'utilisation de Smart Cards (équipées d'une puce RFID) sur laquelle les consommateurs créditent de l'argent (prépaiement) qui pourra être utilisée par la suite sur le kiosque pour soutirer de l'eau. Ce dispositif permet le suivi détaillé des consommations et éviter les fraudes. Les kiosques de distribution ont été développés par Grundfos mais le prix de l'eau est fixé par les collectivités locales.

[Pour aller plus loin consulter la présentation de AQtap dans ce lien](#)

Quels principaux apprentissages ont été tirés de ce projet ?

Pour Grundfos, la prise de conscience de la complexité du montage d'un projet de développement et notamment de la complexité liée à la recherche de financement.

Pour HSF : Le décalage des élections municipales et le COVID en ce moment ont perturbé notre calendrier actuel. En termes d'apprentissage la mobilisation des acteurs institutionnels et notamment les collectivités territoriales, est toujours aussi longue et difficile à argumenter. Un aspect plus positif : le projet a fait l'objet d'une véritable co-construction entre HSF et Grundfos et cela a été une réussite.

les possibilités de financement par les collectivités territoriales françaises des projets de coopération et de solidarité internationale dans le champ de l'eau et de l'assainissement s'appuient sur un cadre juridique précis, en particulier sur la loi Oudin-Santini, qui permet la mobilisation, dans la limite de 1 % des recettes, du budget annexe « eau et assainissement » des collectivités, et sur la loi Thiollière qui permet aux collectivités de mobiliser leur budget général en faveur de projets de coopération et de solidarité internationale. La difficulté réside dans la multiplicité des acteurs qui interviennent dans ces montages, avec les Agences de l'eau qui peuvent apporter jusqu'à 50 % des financements mais qui demandent que le projet soit porté par une collectivité territoriale. Il faut donc pouvoir convaincre les collectivités de mobiliser leurs ressources, et que celles-ci puissent faire levier sur d'autres financements complémentaires. Aujourd'hui, au niveau national la mobilisation des collectivités dans le cadre de la loi Oudin représente chaque année environ 15 millions d'euros.

Certaines collectivités mettent en place des appels à projets mais il est difficile de convaincre la collectivité de s'impliquer directement. En effet, l'esprit de la coopération décentralisée, c'est que les élus et les techniciens puissent se mobiliser pour s'impliquer dans de vrais échanges de coopération, au-delà du simple financement des opérations.

Quelles perspectives pour les partenariats ONG-entreprise dans vos structures respectives ?

Grundfos : Nous avons constaté que notre projet d'entreprise (qui permet à nos collaborateurs de s'impliquer directement dans les projets de coopération) est fortement générateur de sens dans le travail et au quotidien. Cela donne du sens à la vie professionnelle. Aussi, Grundfos désire-t-elle développer le partenariat avec d'autres ONG.

Pour HSF, il est important de développer de nouveaux partenariats avec d'autres entreprises dans le domaine, sans les mettre en concurrence car l'association est en relation avec une quinzaine d'entreprises, mais il est compliqué de travailler à la fois avec deux entreprises qui interviennent dans les mêmes domaines.

Pour l'avenir et pour faciliter le développement de ce type de partenariats entre ONG et entreprises, il manque des structures tierces qui puissent faciliter et manager les relations entre les trois partenaires que sont les entreprises, les ONG et les collectivités.

5. Questions / Réponses

1. Cécile Borreil de la CSI, Sentez-vous que les idéologies sont en train de changer aussi bien au niveau de vos collaborateurs privés pour Grundfos que des ONG pour HSF ? Ou vous sentez vous encore en marge lorsque vous parlez de ce partenariat aux membres de vos écosystèmes respectifs ?

Réponse de HSF : Au sein de HSF, il est maintenant admis que l'entreprise n'est pas seulement un « money maker », mais avait aussi un rôle dans la société cependant cette sensibilisation est longue, nous avons mis dix à faire évoluer les mentalités.

Réponse de GRUNDFOS : les mentalités ont désormais évolué et les ONG ne sont désormais plus considérées comme des entités cherchant uniquement des dons d'argent ou de matériel.

2. Rose-Marie de Resacoop, Qu'apporte à l'entreprise l'implication de collaborateurs ? En termes techniques ? de prise de recul ? etc ?

Réponse de GRUNDFOS : les techniques de pompes utilisées pour les projets de développement sont largement maîtrisées par GRUNDFOS (notamment vis-à-vis du pompage solaire) et le bénéfice de cette implication est plutôt liée à ouverture d'esprit de nos collaborateurs quant aux problématiques autour des thématiques de l'eau et de l'éducation rencontrées dans les pays en voie de développement.

3. Delphine d'aux 4 coins du monde, on n'a pas beaucoup parlé des bénéfices pour la population et suivi à long terme.

Réponse de HSF : Une fois que les ouvrages sont réalisés, il s'agit de les pérenniser. Le travail de l'ONG s'arrête à la fin du financement. Il faut ensuite que d'autres acteurs prennent le relais, ces relais sont les entreprises par le biais de distributeurs des produits, et de conseils du constructeur/distributeur aux maintenanciers. De même au niveau suivi, les collectivités peuvent prendre le relais et faire en sorte que les ouvrages soient bien entretenus et les dépenses engagées pour les projets soient durables.

4. Patrice Gloria de Peuples Solidaires, est-ce que Grundfos est une entreprise philanthropique ?

Réponse de GRUNDFOS : l'humain a toujours été au cœur des préoccupations de GRUNDFOS et cette notion fait partie intégrante des valeurs fondamentales de notre groupe. L'une des résolutions de GRUNDFOS est d'«**Améliorer la qualité de vie des personnes et prendre soin de la planète**». En d'autres termes, cela signifie que nous nous concentrons sur les personnes dans un univers croissant, et qu'il y a toujours un équilibre entre les préoccupations humaines, sociales et environnementales dans nos solutions. Nous voulons permettre aux gens de se préoccuper d'eux et de donner à davantage de personnes une vie plus confortable sans que ce soit au détriment de l'environnement et des ressources naturelles de la planète. Nous sommes toujours désireux de trouver des solutions pour la plupart des populations du monde, frappées par la pauvreté des communautés, et pour les personnes ayant des besoins spécifiques.

5. Ingrid Milcent de Tenerrdis, Avez-vous des partenaires français pour la conception du kiosque et notamment la partie énergie ? Si pas encore, êtes-vous ouvert à des collaborations avec des acteurs régionaux sur ces sujets ?

Réponse de GRUNDFOS : le fonctionnement de Kiosque à eau AQtap ne nécessitant la mise en œuvre que d'un seul petit panneau solaire celui est directement intégré dans les équipements fournis par GRUNDFOS. En revanche pour la partie pompage solaire (nécessitant de plus grand surfaces de panneaux solaire dans ce cas hors fourniture GRUNDFOS), nous pourrions être intéressé par une approche collaborative.

6. Cécile Prato de la Région, Dans les projets HSF/Grundfos, est-ce que c'est du matériel de Grundfos qui est utilisé pour les forages ?

Réponse de HSF : Oui, car HSF bénéficie de prix préférentiels de la part de Grundfos, de supports techniques et de relations de confiance qui nous permettent de résoudre des petits problèmes quotidiens, ex : logistique. D'autre part il est préférable que des financements français profitent à des entreprises françaises ou pour le moins européennes.

7. Franck Barroso de Waterpreneurs, Dans l'optique d'une tierce structure, la gouvernance est clé, qui fait quoi ? qui prend les décisions ? Il faut éviter de tomber dans quelque chose de trop lourd.

Réponse de HSF : Je vois rôle de la tierce structure comme un rôle de facilitateur, qui défend les positions de chaque partenaire, sans être dans le rôle d'un partenaire. Il dynamise le partenariat, aide à débloquer de possibles difficultés, veille à la remise des CR, s'assure que les décisions sont appliquées, que le calendrier est respecté. Elle recherche des solutions, conseille et utilise son propre réseau au bénéfice des partenaires. Ce rôle doit être approfondi, mais les connaissances de cette tierce structure doivent alléger le travail des entreprises et de collectivités qui s'engagent dans un partenariat.

8. Marcel Collombet d'Ares Développement, j'ai une expérience de relations avec des ONG, PLAN INTERNATIONAL, UNHCR, Solidarités International, LWF, IITA, ReNewgies

Réponse de GRUNDFOS : cela nous intéresse grandement car nous cherchons activement à dupliquer les partenariats comme celui HSF/GRUNDFOS.

9. Rose-Marie de Resacoop, Compte tenu de votre expérience, quels sont les deux conseils que vous donneriez à une ONG qui souhaitent développer un partenariat avec une entreprise ?

Réponse de HSF : Premier conseil, comprendre l'intérêt, les limites, les possibilités de l'entreprise partenaire. Deuxième conseil : Etablir un bon climat entre les partenaires, respect des personnes et de leurs fonction, confiance réciproque, partage des valeurs. Un dernier conseil : ne pas compter son temps.

9. Delphine Durantel d'au 4 coins du monde, On parle beaucoup de l'Afrique francophone pour des raisons évidentes... qu'en est-il d'autres régions notamment Amérique latine ? Grundfos a-t-elle de l'expérience sur le continent américain ?

Réponse de HSF : nous travaillons dans le monde entier, mais il faut être conscient que le montage d'un dossier est un travail considérable qui couvrent tous les aspects : réglementations locales, cultures, sociétés, environnement, géologie, durabilité etc. Pour monter un solide dossier, il faut travailler tous les aspects ou partager le dossier avec d'autres associations, ce qui augmente le nombre de partenaires et complexifie les relations.

Réponse de GRUNDFOS : Grundfos est présent en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Mexique

10. Delphine Durantel d'au 4 coins du monde, collectivités territoriales, agences de l'eau, structure tierce... comment garder une structure légère et agile ?

Réponse de HSF : les sommes mises en jeu sont parfois importantes, et les contribuables doivent être exigeants vis-à-vis des bailleurs. Est-ce qu'une structure peut être légère et agile, et garantir un travail bien fait, une bonne utilisation des fonds, une parfaite adéquation entre les besoins et les résultats, le respect des populations et de leur culture. Pour un petit projet de quelques milliers d'euros avec un impact limité, c'est sans doute possible.

11. Philippe Blancher consultant, Même si comme j'ai compris vous apportez le financement, est-ce qu'à un moment donné, il n'y a pas de problème lié aux règles des marchés publics.

Réponse de HSF : nous ne sommes pas maître d'ouvrage, mais très souvent maître d'ouvrage délégué par la mairie, et maître d'œuvre. Nous rédigeons les documents pour passer les marchés avec des entreprises locales (foreurs, maçons, installateurs, électriciens etc.) Nous sommes tenus de respecter les règles des marchés publics en vigueur dans le pays où nous travaillons. Pour cela nous suivons les consignes du maître d'ouvrage (mairie). La mairie peut décider de faire des appels d'offre, sur la base des documents rédigés par HSF et validés par le conseil communal. Quelques fois la mairie autorise l'ONG à passer des marchés de gré à gré, car elle s'appuie sur la compétence de l'ONG.